

LES PRINCIPES DE M. FONTAINE, EXPRIMES PAR LUI-MEME.

[*Extrait du Courrier de St. Hyacinthe.*]

Dans toute circonstance le choix d'un bon député est extrêmement important, et, dans les circonstances présentes surtout, les électeurs doivent apporter la plus grande attention aux paroles et aux antécédents de ceux qui briguent leurs suffrages.

Nous voulons aujourd'hui nous adresser spécialement aux intelligents électeurs du Comté de Bagot et examiner avec eux si M. Raphael Fontaine qui oppose M. Dupont a des titres à leur confiance et mérite de les représenter en parlement.

Deux choses doivent attirer l'attention des électeurs; ils doivent examiner soigneusement et consciencieusement les principes religieux et politiques de celui qui s'offre à eux comme candidat, car dans la réunion de ces principes consiste toute la force ou toute la faiblesse d'une cause.

Il ne sera donc pas hors de propos de scruter les antécédents du candidat libéral et voir si les idées qu'il a émises, lorsqu'il était dans le journalisme, et la conduite politique qu'il a tenue sont de nature à le recommander auprès des électeurs et celles d'un homme à qui on peut confier sans crainte le mandat de député.

Une chose frappante d'abord est la rumeur qui circulait que M. Fontaine serait le candidat des libéraux, avant même que les électeurs de Bagot connussent d'une manière certaine l'offre que devait recevoir M. Gendron d'une place de l'Protonotaire. On disait dans la presse que M. Gendron serait nommé et c'est alors que le comité national de Montréal résolut d'opposer quand même le candidat conservateur quel qu'il serait. On jeta donc les yeux sur M. Raphael Fontaine comme étant celui sans doute qui, d'après les

rouges de Montréal et de St. Hyacinthe, refléterait mieux les opinions du parti. Ces étrangers au comté de Bagot voulaient d'un réformiste et d'un réformiste à principes avancés, à opinions extrêmes.

Ils ne pouvaient mieux choisir que M. Fontaine qui a toujours professé les idées les plus sangrennes et les plus exaltées en fait de gouvernement. Journaliste à la brasse, écrivain de bas-étage, démagogue à l'esprit frondeur, mais au cœur de poule, il ne sut jamais commander le respect des hommes politiques. Riant de tout, faisant de la grosse force à propos même des choses les plus sacrées, ses écarts de plume et de jugement lui attirèrent la réprobation du clergé et de ses concitoyens. Mais ce Voltaire en petit n'en continua pas moins ses pérégrinations à travers le champ de la libre-pensée, et en faisant rire par ses mots impossibles et le ridicule de sa phrase, il put croire qu'en politique il valait quelque chose.

Voilà donc l'homme que les rouges de Montréal choisirent et envoyèrent vendredi dernier à St. Liboire pour poser sa candidature et réclamer l'appui des électeurs de Bagot.

M. Laflamme, le même qui a plaidé avec M. Joseph Doutre en faveur de Guibord et de l'institut canadien de Montréal, était venu à St. Hyacinthe, deux jours auparavant, pour vaincre les dernières répugnances de son ami Fontaine, ou mieux pour lui promettre, dit-on, pour plus tard la récompense de son dévouement à la sainte cause du rougisme. Comme deux hommes possédant les mêmes opinions religieuses et politiques s'entendent, M. Fontaine reçut des mains de M. Laflamme la candidature qu'on devait

20
47
Duclarme 10/11

ne faire connaître que le surlendemain à St. Liboire, afin de sauver les apparences.

Le voilà donc lancé l'homme de M. Laflamme et des rouges de Montreal, et, puisqu'il brigue les suffrages des électeurs, il ne trouvera pas mauvais qu'on dissèque ses opinions et que l'on examine ses tendances malsaines comme le fonds de sa pensée. Quoique n'ayant pas tous les documents qui pourraient compromettre M. Fontaine, nous en avons assez pour indiquer sa ligne de conduite et ses vues sur la marche des affaires.

Ce que des électeurs sont en droit d'attendre de celui qui se présente à eux comme candidat, c'est le respect de l'autorité et la loyauté au drapeau de la nation. Or M. Fontaine est un écrivain qui, par ses écrits, a cherché à faire perdre au peuple le respect de l'autorité légitime et à l'indisposer contre l'Angleterre.

Nous nous rappelons le fait que M. Fontaine félicita un jour, en 1867, les membres de la société St. Patrice de Montréal d'avoir manifesté clairement ce qu'il appelait "leur haine légitime contre l'Angleterre", ajoutant, avec malice et déloyauté, *qu'il était temps que notre mère patrie apprit que les canadiens français ne l'aimaient pas plus que les Irlandais.*

Discutant la question de confédération, M. Fontaine s'écriait : "*Nous ne ferons à personne l'injure de dire qu'il peut se trouver un canadien français assez intelligent pour croire que la métropole peut rendre justice au Canada français.*"

Les lecteurs se rappelleront qu'à lors le projet de Québec était soumis à la considération du parlement anglais ; que Sir George Cartier était au guet, veillant avec intelligence et patriotisme aux droits de ses compatriotes, et c'est lorsqu'une parole imprudente pouvait compromettre notre avenir national que M. Fontaine tenait la conduite insensée d'insulter l'An-

gleterre qui avait dans ses mains le fil de nos destinées politiques.

Le 7 mars 1867, M. Fontaine parlant du projet de confédération qu'adoptait le parlement anglais, lança un de ces articles échevelés, bouffis de prétentions, acariates, destinés à soulever le peuple contre l'Angleterre et à faire mépriser nos institutions. Ecoutez notre Don-Quichotte politique, frappant à grands coups contre des appréhensions imaginaires et cherchant à épouvanter ceux qui pouvaient ajouter quelque foi à ces diatribes dénuées de sens commun. Ce serait quelque chose de dramatique, si ce n'était stupidement ridicule.

"Chose étonnante, on dirait le diable aux trousses des délégués et de leurs compères anglo-saxons, tant ils se hâtent de mettre la dernière main à l'œuvre commune — la confédération — l'assassinat de la nationalité française, et le sacrifice de nos droits politiques les plus sacrés.

"S'attendant à des protestations ils s'empressent, *tyranneaux métropolitains, marmitons coloniaux*, de les prévenir en les rendant inutiles ; la confédération une fois adoptée, reclamez, criez, protestez, peu importe ! Et puis si l'on s'agit trop, si l'on tient à affirmer ses droits, si l'on fait mine de vouloir s'attaquer à la charpente fédérale, oh ! alors, en avant les grands moyens anglo-saxons ! Arrestations, cour martiale, procès à la mode britannique, et pendaison bel et bien exécutée toujours suivant le *English fashion* !.....

"Sa Majesté vous met la corde au cou : Sa Majesté veut : tout est dit :

"Soumettez-vous, ou vous serez emprisonnés, jugés, condamnés, pendus haut et court à bonne potence anglaise !

"C'est net, clair, logique, irrésistible !

"Allez donc répondre à des arguments de cette force, arguments cuirassés, blindés, tranchant comme la hache du boucher, assommant comme la morue britannique !

“Et l'échafand à l'horison !

“Et la corde !

“Et l'exécuteur des hautes œuvres !

“En trois points le resumé éloquent de la logique de la Grande Bretagne quant elle régente ses colonies ?.....

“Acceptez-vous, oui ou non ?

“Si, oui ; l'Angleterre sera satisfaite : votre docilité lui arrachera des larmes d'attendrissement et vous vous ruinez, à son grand bonheur, pour ses beaux yeux.

“Si, non : vous serez pendus !”

Tel est le style de M. Fontaine, *telle est sa loyauté* et c'est avec cette loyauté que l'on fait les révolutions et que l'on plonge un pays dans un abîme de misères. Heureusement que ceux à qui M. Fontaine s'adressait alors avaient plus de bon sens politique que lui et n'écoutèrent point ses paroles deloyales. Elles n'étaient dignes que d'un exalté ; voilà pourquoi elles ne firent aucun mal.

Le 1 juillet 1867, jour que la confédération passa dans le domaine du fait accompli, M. Fontaine crut de voir faire paraître son journal *en noir*, en signe de deuil. C'était un jour de calamité nationale à ses yeux. Son génie d'homme d'état lui faisait entrevoir la ruine du pays ; nos recettes ne pourraient égaler nos dépenses, la hideuse banqueroute frapperait à notre porte ; le chemin de fer intercolonial appauvrirait la confédération et la taxe directe peserait lourdement sur les campagnes. C'était les prévisions de ce journaliste perspicace, et nos lecteurs savent si M. Fontaine a joué le rôle de prophète ; si, sous le régime des conservateurs, de 1867 à 1873, le pays est tombé dans l'abîme qu'entrevoyait cette imagination en délire. Réellement le candidat libéral de Bagot devrait s'adresser à M. Létellier de St. Just pour obtenir un droit de patente, — tant il a bien réussi à découvrir quels seraient les résultats de la confédération, et nous commençons

à comprendre pourquoi, à Montréal on désirerait voir M. Fontaine entrer en parlement. Il serait d'un secours puissant pour l'opposition qui compte dans son sein des hommes bien peu capables de prévoir l'avenir. Autant il y en a qui embêtent le ministère de Boucherville par leur silence, autant M. Fontaine l'aiderait par son verbiage et ses excentricités. Ce serait un contraste dont l'opposition à Québec a un besoin pressant. M. Laflamme a donc eu l'idée heureuse en désignant son ami de principes M. Fontaine comme député en perspective, mais en perspective seulement.

Ce manque de respect pour l'autorité qui, dans la vieille Europe, fait tant de mal à la société en sapant le pouvoir à sa base, M. Fontaine, avec un aveuglement obstiné, a donc cherché à l'infiltrer au sein de notre population si respectueuse envers la hiérarchie civile et ecclésiastique.

Tous se rappellent l'insulte qu'il lança au Prince de Galles lors de sa visite à St. Hyacinthe. Il chercha à faire de l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, dans le journal qu'il rédigeait alors, un portrait propre à le ridiculiser, poussé par cet instinct malheureux qu'il a toujours eu de jeter du discrédit sur ceux qui sont élevés en dignité. L'insulte fut ressentie si vivement par les citoyens de St. Hyacinthe qu'ils l'obligèrent à se rétracter et à faire amende honorable pour la sottise qu'il avait faite. Son manque de loyauté fut la conséquence de son mépris de ceux qui président aux destinées de l'empire britannique.

Voici le portrait du Prince tracé par M. Fontaine :

“N'est pas, tant s'en faut, joli garçon dans l'acception ordinaire du mot. Un nez trop long, légèrement courbé, des yeux d'un bleu bien pâle sans éclat, une apparence tout à fait juvénile, lui donne un caractère d'insignifiance assez prononcée. Sa démarche

est quelques peu gracieuse. Somme toute, nous nous attendions à *quelque chose de mieux.*"

Les termes dans lesquels il qualifiait son acte sont les suivants:

"Tout le monde nous a fait de sanglants reproches, pour la partie de notre article de vendredi, sur la réception du Prince de Galles à St. Hyacinthe, dans laquelle nous avons parlé du Prince même.

"Le langage que nous avons tenu est regardé comme inconvenant et de nature à faire accuser notre population de manque de savoir vivre. La population a fait voir par ses démonstrations de bienveillance et de respect, *qu'il est regrettable que le seul journal publié dans la localité se soit servi d'un tel langage.*

"Nous avons depuis relu cette partie de l'article, et nous sommes des premiers à regretter que ces paroles si peu convenables aient été écrites et imprimées.

"Nous n'hésitons pas à admettre que notre population a raison de nous blâmer et de nous désapprouver fortement. Cet incident, que nous regrettons autant que qui que ce soit, ne doit pas être imputé à nos concitoyens et nous espérons que la satisfaction générale quand à la manière dont la démonstration a été conduite, fera oublier notre faute et notre seule faute."

On a raison de se demander si M. Fontaine est bien disposé à faire fonctionner la confédération. Il n'y a pas plus que neuf ans il disait à propos de son opposition au nouveau régime: "Supposons le cas où une majorité parlementaire, sortie des prochaines élections, protesterait dans la législature locale du Bas-Canada contre l'imposition de la nouvelle constitution, n'aurions nous pas lieu d'espérer soit de l'Angleterre elle-même, soit d'autre part, une chance de salut, une issue favorable de l'impasse où nous sommes acculés? Cette perspective vaut la peine d'être examinée."

En face d'une telle déclaration, les électeurs de Bagot peuvent avoir raison de craindre les opinions de M. Fontaine et s'enquérir s'il attend encore le salut d'autre part que l'Angleterre. Est-ce un aveu qu'il est annexioniste? Nous le croyons, et ses écrits nous autorisent à penser qu'en 1867, s'il fut survenu des complications entre l'Angleterre et les Etats-Unis, il aurait tourné le dos au drapeau britannique et fait cause commune avec les américains.

Nous ne voulons pas aller jusqu'à dire que nous aurions vu M. Fontaine, revêtu de la tunique, faire l'exercice, l'arme au bras, sous l'égide du drapeau étoilé. Nous connaissons assez la bravoure du candidat libéral de Bagot pour croire qu'il aurait su se mettre à l'abri de la mitraille et se tapir dans un coin de son bureau. Mais M. Fontaine a donné lieu par ses écrits à bien des suppositions plausibles, et indépendamment des citations que nous avons faites, nous reproduisons son appréciation du régime constitutionnel anglais; dans laquelle il se montre grossier, mauvais écrivain et se fait l'insulteur d'une digne Reine, celle que tout le monde respecte des Indes à l'Australie et de l'Angleterre au Canada.

Mais pour qu'on ne nous taxe point d'exagérer les choses, citons. L'article est du 28 février 1867.

"En outre des changements que nous avons indiqués lundi, nous avons aujourd'hui l'indicible bonheur de signaler les suivants: l'union fédérale ne sera pas une simple confédération—oh! non! Pardine! La Grande Bretagne tient à nous faire le don pur, simple et irrévocable d'une misérable copie de sa constitution, d'un pitoyable *fac simile* de son organisation politique, plagiat ridicule, absurde et dans la forme et dans le fonds. Elle—cette généreuse mère-patrie,—tient parole—tandis que nos ministres font tout le contraire.

"La confédération ne sera plus colo-

nie—de nom—bien entendu. Dès aujourd'hui, ce sera ni plus ni moins—ne riez pas—applaudissez, soyez contents, inclinez-vous, battez des mains, ô sujets américains de Sa Majesté, simples, loyaux, naïfs, et bons—et cela ne vous en déplaît ! ô trop heureux Canadiens, le *Royaume du Canada* ! Il nous faut le *Droit Divin* ici sur cette libre terre d'Amérique, des scions de royauté, simulacre grimaçant, odieux, risible et coûteux du Mannequin séculaire appelé en Angleterre *Roi ou Reine*, selon le cas, et dont whigs ou tories, à tour de rôle, tirent les ficelles antiques et usées. Il nous faut une mauvaise copie de l'admirable système anglais—trilogie gouvernementale unique dans l'histoire—possible seulement dans la Grande Bretagne, à savoir : peuple aveugle, stupide, égoïste, moutons tondus éternellement, aristocratie âpre au gain, avide, sans scrupule, fesant curée et bombance perpétuelles à même le peuple, un *Roi ou une Reine de carton*, fort bien ficelé, bien nourri, bien logé, cinquième roue d'une méchante charrette, que l'aristocratie traîne, et que le peuple par les yeux intéressés de celle-ci adore et vénère béatement. Le peuple, comme ce doit être, paye et paye toujours. C'est la vache à lait : l'aristocratie tire par cette excellente institution appelée le budget, toujours à vue sur le peuple, et ce dernier solde sans murmurer, toujours enthousiaste, toujours loyal et bon débiteur et toujours hurlant à pleins poumons tantôt, *vivat George l'Aîné*, tantôt *vivat Victoria, sa digne fille !*"

Que dire de ce dévergondage de mots, sinon qu'il fait la honte de celui qui l'a écrit et publié. Est ce bien l'homme pour représenter un comté en Parlement ? Nous le demandons au *Herald*, au *National*, au *Witness*, tous amis politiques de M. Fontaine ; sont-ils prêts à sanctionner ces injures et soutenir de leur influence et de leurs écrits cet insulteur public de notre souveraine, du

Prince de Galles, et de la royauté anglaise ?

Comment supposer qu'un comté serait justifiable de confier des intérêts aussi graves que ceux de législateur à M. Fontaine qui méprise la Reine, méprise le gouvernement constitutionnel sous le quel il vit, méprise la confédération et méprise le Gouverneur-Général, que, dans l'article que nous venons de citer, il appelle dérisoirement le "*commis de Sa Majesté* ?

Le peuple canadien n'a que faire de tels représentants en parlement. Ce qu'il lui faut ce sont des hommes sages, modérés, respectant la Reine et ses représentants, ayant confiance dans nos institutions politiques et étant disposés à travailler au bon fonctionnement de la chose publique ; en un mot des hommes loyaux et de bons canadiens.

II.

Dans un précédent article nous avons démontré par M. Fontaine lui-même les craintes que nous pouvions raisonnablement entretenir sur sa loyauté et combien étaient vifs ses ressentiments contre l'Angleterre et profond son mépris des institutions politiques de son pays.

Le *National* disait, il y a trois jours :
 " La meilleur preuve du mérite de M. Fontaine c'est que l'on se borne à l'accuser d'être un rouge. C'est toujours le vieux refrain du torysme. Heureusement à l'avenir ce refrain ne séduira personne. Les catholiques orthodoxes pourront l'entendre sans fré-mir."

Afin qu'on ne nous taxe pas de nous borner à accuser M. Fontaine d'être un rouge, sans le prouver, nous allons jeter un coup d'œil rapide, il est vrai, mais suffisant sur ses antécédents pour convaincre tout homme de bonne foi que ses idées en fait de libéralisme sont très avancées, et, pour nous servir de l'expression du *National*, les catholiques orthodoxes ne pourront peut-être pas nous entendre sans gémir.

M. Fontaine est de l'Ecole de l'Avenir.

M. Fontaine appartient spécialement à l'école de feu Louis Joseph Papineau et du trop fameux Louis Antoine Dessaulles ; il a été un de leurs adeptes les plus fidèles et les plus constants.

On se rappelle qu'à la suite des élections générales qui, en 1867, furent favorables au parti conservateur, M. L. A. Dessaulles pousse par cette haine profonde et implacable qu'il avait pour les prêtres, entreprit de lancer accusation sur accusation contre le Clergé du Bas-Canada. Il écrivit avec fiél une prétendue histoire des élections d'alors dans la quelle il n'épargna ni les évêques ni les curés du pays. Son but manifeste était de jeter du discrédit sur le corps vénérable de l'épiscopat et de diminuer et même d'éteindre ce respect et cette confiance qu'a toujours entretenu le peuple canadien envers ses pasteurs spirituels.

Le *Pays*, alors l'organe du parti libéral, donna asile avec complaisance aux élucubrations de M. Dessaulles qui en était un des collaborateurs assidus. Malheureusement il se trouva, dans la province de Québec, un journal pour reproduire ces mensonges et ces accusations et un Rédacteur pour aider à répandre parmi le peuple de la campagne ces fausses doctrines qui, dans l'idée de celui qui les exprimait, devaient paralyser l'influence du prêtre et le rendre méprisable. Le journal et le seul qui reproduisit les articles de Louis Antoine Dessaulles fut le *Journal de St. Hyacinthe*, et l'homme qui le permit fut M. Raphael E. Fontaine, aujourd'hui candidat de Bagot. Pendant quatre mois, le journal de M. Fontaine se plut à entretenir ses lecteurs d'écrits contre les prêtres, comme auparavant, pendant six mois, il avait reproduit toutes les injures de M. Dessaulles contre le Séminaire de St. Hyacinthe.

Tous se rappellent les luttes malheureuses soutenues par le journal *l'Avenir* de 1847 à 1852. Cherchant à imiter

les libre-penseurs de l'Europe, quelques jeunes gens, à l'éducation fausse et impie, se prirent à vouloir mépriser ce que jusqu'alors les canadiens avaient su respecter et aimer ; on s'attaqua à l'Eglise elle-même et aux actes qu'elle avait accomplis dans le monde ; le clergé fut passé au creuset de ces niveleurs et, faisant fi des croyances religieuses, on crut se grandir d'autant plus que l'on criait plus fort contre la prétendue tyrannie de l'église de Rome et de ses ministres.

La population s'emut à la lecture de ces diatribes fausses et échevelées et *L'Avenir* expira dans la pourriture de sa doctrine.

À *l'Avenir* succéda le *Pays*. Pour l'objet qui nous occupe, il est utile de rappeler qu'en 1867 M. Dessaulles expliquant la transition de *l'Avenir* au *Pays*, constatait que les libéraux n'avaient rien gagné à cesser la lutte telle qu'entreprise par le premier de ces journaux et que quinze années d'essai avaient donné complètement raison à ceux qui voulaient garder *l'Avenir* contre ce qu'il appelait la nuance candide et inexpérimentée du parti libéral. Il ajoutait : "Les modérés, sauf la douzaine d'opinions représentées par l'Ordre, sont convaincus que sur les quinze années que nous comptons immédiatement derrière nous, il en a été perdu douze en ménagements et en compromis inutiles, que si la bureaucratie est malleable et pliante à la perspective de la crèche, le Clergé est, dans sa majorité constituante, l'obstacle qu'il faut surtout et avant tout réduire à la raison, à son rôle et disons-le avec un profond regret, au respect de la morale publique et politique."

Ce sont ces paroles de M. Dessaulles que M. Fontaine reproduisait dans son journal comme étant l'expression de ses propres idées et les desirs de son cœur. Il s'en suit donc que M. Fontaine appartient à l'école anti-religieuse du journal. *L'Avenir*, non pas à la nuance candide et inexpérimentée, mais à ceux qu

suivant M. Dessaulles, ne croyaient pas à la métamorphose des idées cléricales.

Il s'en suit encore que les prêtres ne pouvant se conduire aussi sagement que M. Fontaine, ni penser aussi bien que M. Fontaine, ni respecter la morale publique comme M. Fontaine, il fallait de toute nécessité les réduire à la raison.

Les électeurs de Bagot feront bien de s'enquérir du candidat ami de M. Laflamme s'il partage encore les mêmes opinions et savoir de lui si, étant élu membre, il chercherait à mettre en pratique ses idées contre les prêtres au moyen d'une loi quelconque.

On sait que le Parlement local a le contrôle de l'instruction. Or, rien n'empêcherait M. Fontaine de proposer un bill pour régénérer l'éducation du Clergé, car voici ce que nous trouvons dans son journal. "*Nous ne nous sommes jamais fait illusion sur le caractère de l'éducation de notre clergé. Nous savions de tout temps que par la nature de l'enseignement de nos séminaires ecclésiastiques, toute idée de progrès y était accueillie avec défiance et hostilité.*"

Les cours donnés dans nos séminaires à ceux qui se destinent au sacerdoce ne conviennent donc pas à M. Fontaine. Nos Evêques sont si arriérés, dans son opinion, si peu au fait des progrès modernes ; ils cherchent tant à étouffer toute amélioration dans leur système d'enseignement, qu'ils ont fait jusqu'à présent le désespoir de ce régénérateur de la morale publique. Une chose étonnera les électeurs de Bagot, c'est de voir que les Evêques de la province n'aient pas tenté de s'assurer les services de M. Fontaine pour en faire un professeur de théologie en rapport avec les progrès de la libre-pensée dans le monde. Qui sait si M. Laflamme n'aurait pas promis cette situation à M. Fontaine pour l'engager à se présenter contre le candidat conservateur.

Vénérables Archevêque et Evêques, ne désespérez point des ecclésiastiques confiés à vos soins. Si jusqu'à présent

vous avez méconnu votre devoir, M. Fontaine, dès le 8 juillet prochain, sera à votre disposition pour infuser le progrès dans l'enseignement théologique de vos séminaires.

M. Fontaine méprise les Prêtres.

Quelques-uns diront peut-être : Il est vrai que M. Fontaine a reproché dans son journal les écrits de M. Dessaulles, sans les désapprouver, mais lui-même n'aurait peut-être pas voulu les écrire. Que ceux-là se détrompent, car voici de quelle manière M. Fontaine traitait les Evêques et les prêtres pour avoir conseillé au peuple canadien la soumission au nouvel ordre de choses.

"L'intervention scandaleuse et injurieuse du clergé dans les élections a mis le bandeau sur les yeux du corps électoral, l'y a assujetti, et un aveuglement sans exemple, sans parallèle dans l'histoire en a été pour lui la triste conséquence....."

"Le Bas-Canada a présenté un spectacle dégoûtant pour l'honnête homme, spectacle dégoûtant pour les citoyens d'un pays libre, le clergé transformant la chaire de vérité en tribune politique, le temple du seigneur, en salle électorale—le prêtre se faisant cabaleur, avec toute l'omnipotence que lui donnaient et son caractère sacré, et l'autorisation implicite et trop souvent formelle émanant de ses supérieurs, et l'unité d'action quasi absolue qui a présidé à cette immixtion immorale et anti-chrétienne du clergé dans les débats populaires....."

"La lutte, la véritable lutte a été entre le clergé et le libéralisme....."

"Le libéralisme a succombé : il ne pouvait en être autrement....."

"Le peuple a condamné le libéralisme, a approuvé un ordre de chose épouvantable, a sanctionné tous les crimes du torysme, a prononcé, lui-même, sa déchéance politique et nationale sans le savoir, croyant que pour lui tout ce qu'il avait à faire, c'était de

sauvegarder la religion, ses ministres et ses institutions religieuses, croyant que les questions politiques étaient tellement subordonnées à la question religieuse que celle-ci seule devait attirer son attention.

"Le doigt du prêtre lui indiquait la route, il l'a suivie, sans regarder en arrière, aimant mieux sacrifier son bien-être matériel à son salut éternel que ses pasteurs lui disaient intimement lié au succès électoral du torysme !"

Voilà la limite du respect de M. Fontaine pour la personne des prêtres. Citons encore. Dans un autre article M. Fontaine parle contre l'Archevêque de Québec qu'il cherche à faire passer pour un fourbe et un menteur. Quelques personnes étant allées à Québec poser des questions à Mgr. Baillargeon, M. Fontaine rend compte comme suit de l'entrevue et de ses résultats. "Les pétitionnaires s'adressèrent à Sa Grandeur l'Archevêque. En conversation privée tout va bien ; les électeurs n'en tendent point, voyez vous, et il est facile de nier des paroles proférées en tête à tête. Par écrit, changement du tout au tout."

Quelle impudence et quelle audace ! Parler du plus haut dignitaire ecclésiastique de la province comme on parlerait du dernier des goujats et représenter l'Archevêque comme un homme sans parole et sans honneur ! Electeurs de Bagot, approuvez-vous un tel cynisme et une telle effronterie ?

Après avoir ainsi parlé contre l'Archevêque et contre son propre Evêque, M. Fontaine ajoute :

"L'intervention indue du clergé dans les affaires temporelles, voilà le mal ; aux journalistes honnêtes et courageux incombe la tâche ardue d'éclairer le peuple sur cette usurpation de pouvoir ; nous sommes, pour notre part, ouvertement entré dans l'arène et nous ferons notre devoir jusqu'au bout, adieu que pourra, malgré les préjugés, les calomnies et pour les persécutions qui déjà grondent sur notre tête !"

Poursuivons nos investigations et voyons ce que renfermait le *Journal de St. Hyacinthe* du 3 octobre 1867 sur l'attitude des Evêques à l'égard de la confédération et du respect envers le pouvoir.

"Ainsi nous avons eu le spectacle de quatre évêques, qui ont rompu avec toutes les traditions de l'épiscopat pour venir faire les petites affaires d'un parti condamné au mépris de honnêtes gens ; de quatre prélats, qui pour appuyer une cause insoutenable, ont dû rompre en même temps avec la dignité de leur position, avec la plus commune logique, avec le respect humain qui s'impose à tout homme qui livre à l'appréciation du public une œuvre publique de l'esprit."

Certes M. Fontaine avait bien raison de dire qu'il ferait son devoir jusqu'au bout. Ce journaliste impudent appelait cela un devoir ; mais pour ceux qui se respectent c'était une tâche bien lourde et bien laide. Sans doute que pour celui qui avait insulté la Reine et son fils, et l'Archevêque de sa province, il n'y avait rien d'étonnant à lui voir partager les opinions erronées de Louis Dessaulles, attaquer le corps entier de l'épiscopat et le traiter de malhonnête ; car quiconque appuie une cause insoutenable rompt avec la dignité de sa position et le respect humain pour prendre fait et cause pour des gens malhonnêtes, n'est pas digne de considération, et tels sont les Evêques du Bas-Canada aux yeux de l'immaculé M. Fontaine.

Ecoutons une dernière citation sur sur le rôle du clergé canadien en 1867.

"Là où la bureaucratie désespérait prévaloir par la fraude et la violence, par la compression morale, par l'aide des sangsues qu'elle engraisse par l'achat des consciences et le parjure, par la libération des criminels écroués aux pénitenciers le clergé catholique s'est chargé de soutenir sa cause et de lui former des majorités !"

III.

M. Fontaine condamné en Chaire.

Nous demandons pardon à nos lecteurs d'avoir mis sous leurs yeux des paroles aussi grossières et aussi scandaleuses que celles contenues dans les citations que nous avons faites du journal de M. Fontaine. La tâche que nous nous sommes imposée nous est bien pénible et nous aurions préféré ne point révéler de telles misères intellectuelles et un abaissement si profond du caractère public du candidat libéral de Bagot. Mais dans l'intérêt de la cause que nous défendons, la chose était nécessaire. Il était urgent de relater les faits de celui qui brigue les suffrages à titre d'ami du peuple, et de faire voir l'homme tel qu'il s'est montré lui-même. Sa conduite aussi a été telle qu'il a eu à subir une condamnation dans la chaire de vérité de la part du curé de la Cathédrale de St. Hyacinthe. M. Fontaine annonçait sa propre condamnation dans les termes qui suivent.

"Messire DeLacroix, curé de cette paroisse, a prêché hier à la Cathédrale, contre les *mauvais journaux*—ceux qui parlent d'une manière défavorable du clergé—savoir le *Pays*, l'*Union Nationale* et le *Journal de St. Hyacinthe*.

"M. le curé a recommandé à ses auditeurs de ne pas s'abonner à ces feuilles et surtout de ne pas les lire.

"Suivant M. le curé, la cité de St. Hyacinthe est la moins soumise à l'autorité religieuse : St. Hyacinthe ne renferme que des libéraux, ce fait prouve surabondamment son insubordination, c'est tout naturel.

"Si la prostitution et l'immoralité s'affichent de nouveau à St. Hyacinthe, cela est dû aux mauvais journaux et à l'insubordination des citoyens.

"Le clergé a le droit de se mêler de politique : l'affirmation de M. le curé a été absolue : le moins que l'on puisse remarquer à ce sujet c'est que le

clergé ne se gêne pas d'exercer ce droit. Nous en avons la preuve tous les jours et de toutes les manières.

"M. le curé a demandé pardon à Monseigneur de le dévancer : cela nous permet d'espérer que Monseigneur daignera avant peu nous donner quelques explications sur son Epître à Perreault selon St. Massue."

Comme on le voit, les termes hautains et irrespectueux de l'article 1^{er} démontraient point que M. Fontaine était prêt à se soumettre à son curé, ou même à son Evêque. Au contraire, il laissait entendre qu'il persisterait dans sa guerre contre le clergé. En effet il n'en continua pas moins à publier les écrits violents de M. Dessaulles contre ceux qui venaient de le condamner.

Qui ne se rappellent les attaques dirigées contre de dignes prêtres dans le *Journal de St. Hyacinthe*, et notamment contre les Réverends MM. Beauguard, Soly, Fortin, Hamelin, Dumontier, les curés du comté de Mégantic et les injures proférées avec tant de haine contre M. Ricard, curé d'Acton. On allait scruter sans scrupule jusque dans le confessional, et, sur des données fausses, on inventait une histoire pour rendre odieuse et révoltante la conduite des ministres de Dieu. En cela on suivait l'exemple des journaux suisses et on les égalait en méchanceté et en audace.

M. Fontaine, par la plume de Louis Dessaulles, s'attaqua même à l'institution où il avait eu le bonheur de recevoir son éducation. Que lui avait donc fait le séminaire de St. Hyacinthe pour qu'il en fit le point de mire de ses attaques et qu'il se complût à reproduire tout ce que la haine et l'astuce avaient amassé d'accusation ? Rien, si ce n'est qu'il y avait puisé cette instruction que son cœur ingrat tournait contre ce séminaire.

Mais on rencontre de ces caractères qui sont tels que pour eux il n'y a rien de sacré ; tout doit s'abaisser de-

vant leur présomption et leur impudence. Le grand maître de la libre-pensée au Canada, l'insulteur banal du clergé, faisant entendre sa voix contre une institution qui est particulièrement chère au peuple canadien; il fallait bien que M. Fontaine l'aida et fit chorus avec la cohorte de ceux qui rendaient complaisamment témoignage contre le collège au détriment de la vérité et de leur réputation.

Nous disons au détriment de la vérité, car, Dieu merci, il se trouva des esprits nobles et généreux, et des cœurs bien faits pour contredire les assertions de ces avortons du rougisme canadien et rendre justice aux vénérables messieurs que l'on accusait si grossièrement et si injustement.

La croisade que Louis Dessaulles, aide de son acolyte M. Fontaine, avait entreprise contre l'œuvre du vénérable Messire Girouard, aboutit à sa honte et son humiliation. Si on eut réussi, on se serait attaqué également aux autres collèges du pays, car ce que voulaient ces niveleurs était ni plus ni moins la destruction de nos maisons d'éducation pour les remplacer sans doute par des collèges dirigés par l'Etat et en venir à l'instruction laïque et sans Dieu.

Comment des électeurs pourraient-ils confier un mandat de député à M. Fontaine qui n'a de respect pour rien, pas plus pour nos collèges que pour notre forme de gouvernement et la Reine elle-même?

Comme indice que rien ne répugne à M. Fontaine, c'est à lui qu'on s'est adressé jusqu'à présent à St. Hyacinthe pour lui confier, comme avocat, les causes qu'on voulait intenter contre les prêtres, pour diffamation de caractère. Ceux qui ont des rancunes contre quelque membre du clergé et des vengeances à exercer, sont certains de trouver asile chez M. Fontaine.

Vous particulièrement, électeurs de Bagot, vous vous rappelez la cause

intentée par le savantasse Damase Richer, d'Upton, contre son curé, le Révérend M. Blanchard, cause que la Cour d'Appel vient de décider en faveur de ce dernier, comme l'avait fait l'Honorable juge Sicotte. M. Fontaine avait pris sous sa protection spéciale le forgeron Richer qui se faisait théologien et redresseur de la doctrine catholique dans sa boutique enfumée.

Comme nous l'avons remarqué dans un précédent article, le *Journal* de St. Hyacinthe avait dit en 1867: "*Nous ne nous sommes jamais fait illusion sur le caractère de l'éducation de notre clergé. Nous savions de tout temps que par la nature de l'enseignement de nos séminaires ecclésiastiques toute idée de progrès y était accueillie avec défiance et hostilité.*" M. Fontaine en défendant son ami Richer devenu prêcheur d'écriture sainte, entrevoyait sans doute dans la prédication du forgeron une *régénération de l'enseignement théologique* et qui sait s'il ne voulait point faire de cette forge un séminaire où les idées de progrès y auraient été accueillies sans défiance et sans peur. M. Fontaine aurait pu devenir le représentant de ce séminaire d'un nouveau genre, avec Damase Richer comme professeur de dogme et de morale.

L'avocat de cette cause célèbre, dans le plaidoyer en Appel, ne se montre pas un partisan outré de l'assistance à la messe du dimanche et voici en quels termes dégradants il traite le curé Blanchard. Nous demandons pardon de reproduire cette attaque brutale; mais elle démontre l'attitude que l'on veut tenir vis-à-vis le clergé et le mépris que l'on professe pour la personne sacrée du prêtre.

"Dans le premier établissement du pays, dit le *factum*, les sauvages qui avaient manqué d'assister à la messe du dimanche étaient amenés sur une place publique et y recevraient des coups de baton. Charlevoix, dans son zèle pour la religion, nous a trans-

“ mis une gravure bien réussie de cette exécution. Le procédé de l'Appelant, (le curé Blanchard) pour amener ses paroissiens à l'Eglise est infiniment plus brutal, si l'on tient compte des différences de peuples, de civilisation et de temps. “ Venez à l'Eglise, ou vous creverez de faim. Tel est le zèle apostolique de l'Appelant.” Voilà les arguments employés dans la cause du curé Blanchard. Nous laissons au bon sens et à l'esprit catholique des lecteurs de dire si c'est là le langage dont doit se servir un avocat envers un adversaire, et surtout envers un prêtre dont le tort était de défendre en chaire la vérité catholique contre les dénigrements de gens méprisables.

Quelles conclusions devons nous tirer des citations que nous avons faites ? Elles ne sont pas très nombreuses il est vrai, et elles n'embrassent qu'une seule année, 1867 ; néanmoins elles sont amplement suffisantes pour démontrer les tendances et les principes de M. Fontaine.

Lorsqu'en 1860, St. Hyacinthe et tout le pays accueillaient notre futur souverain avec des marques non équivoques de respect et dépensaient des sommes considérables pour le recevoir avec toute la dignité due à son rang, M. Fontaine, se mettant au dessus des lois de la plus commune politesse, et se jetant à l'écart de ses concitoyens, lançait l'insulte au Prince de Galles, en le traitant de bambin royal et faisant de lui un portrait des moins flatteurs. Il était assez jeune alors. En vieillissant les principes qu'il possédait s'affermirent davantage et, en 1867, il injuriait le peuple anglais de la façon la plus atroce ; semblait sympathiser avec les ennemis de l'Angleterre ; se faisait presque fénien ; décriait le gouvernement constitutionnel et lançait même l'injure à la face de la Reine Victoria.

En outre de ces sentiments de déloyauté, il s'attaqua à l'œuvre de la confédération ; il chercha à répandre

le mépris du prêtre, et la réputation des Evêques ne fut pas plus à l'abri de ses sarcasmes que celle de nos premiers citoyens. Il vilipenda le Séminaire de St. Hyacinthe au quel la ville de St. Hyacinthe doit en partie sa renommée et son agrandissement, et il se plut à laisser accuser dans le journal qu'il rédigeait ceux à qui il devait les bienfaits de l'éducation.

Son manque total de respect envers le Clergé le porta à se faire à St. Hyacinthe le champion des mauvaises causes contre les prêtres et ce qu'il pense de la conduite de ces hommes vénérables se reflète dans le plaidoyer d'Appel dont nous avons fait une citation.

Donc ce que M. Fontaine était en 1860, il le fut en 1867 avec beaucoup plus de connaissance de cause ; il l'était l'année dernière, comme il l'a fait voir dans la cause du curé Blanchard et il l'est encore aujourd'hui.

Les faits que nous venons d'établir sont patents, ne peuvent être contredits et il est absolument impossible à M. Fontaine de les nier. Les écrits dans le *Journal* de St. Hyacinthe prouvent donc clairement :

1o. Que sa loyauté est plus que douteuse ;

2o. Qu'il n'a aucun respect pour l'autorité ;

3o. Qu'il a publié des écrits subversifs de l'ordre de choses existant ;

4o. Qu'il a cherché à pousser le peuple au mépris de la royauté anglaise ;

5o. Qu'il méprise souverainement lui-même les institutions politiques de son pays ;

6o. Qu'il n'a aucune confiance dans la confédération et notre système de gouvernement.

7o. Qu'il a insulté le Prince de Galles ;

8o. Qu'il a insulté la Reine Victoria ;

9o. Qu'il a insulté l'Archévêque de Québec et les autres évêques de la province ;

10o. Qu'il méprise le prêtre ;

11. Qu'il a fait la guerre au clergé de sa province ;

120. Qu'il appartenait à l'école avancée du journal *l'Avenir* ;

130. Qu'il a reproduit toutes les injures de Louis A. Dessaulles contre le Séminaire de St. Hyacinthe ;

140. Qu'il est le digne compagnon de principes de Ls. Dessaulles lui-même.

Tel est M. Fontaine et tel il se présente aux électeurs de Bagot.

Abstraction faite de tout préjugé politique et de tout esprit de parti, quel est l'homme sincère qui n'est pas convaincu de la fausseté et du danger des doctrines de M. Fontaine ? Quel est l'électeur qui voudrait lui confier un mandat aussi important que celui de député ?

Le Parlement ne doit renfermer que des hommes ayant foi dans nos institutions, professant le respect pour l'autorité et confiant dans l'avenir. Il serait imprudent et téméraire de confier nos destinées nationales et religieuses à ceux qui entretiennent des opinions diamétralement opposées à celles de nos Evêques qui sont les gardiens de la saine doctrine. Nos ancêtres nous ont légué tout un héritage de foi et de loyauté ; après la cession du Canada à l'Angleterre, ce fut le clergé qui se constitua le gardien de ce précieux dépôt ; ce fut le Clergé qui fonda ces maisons d'éducation qui furent les arsenaux où la jeunesse du pays vint cher-

cher des armes pour combattre nos droits menacés. Ce furent nos colléges qui perpétuèrent la connaissance de notre belle langue française, et nous devons rendre au prêtre le témoignage le plus éclatant de notre reconnaissance.

Or était-ce alors que la voix de nos évêques vénérables se faisait entendre, en 1867, pour commander au peuple l'obéissance au nouveau régime politique que l'on devait les abreuer d'outrages. Qui pouvait leur en contester le droit et l'opportunité ? Il fallait avoir de bien mauvaises idées et avoir beaucoup de fiel dans le cœur pour agir comme l'ont fait MM. Dessaulles, Fontaine et autres.

Ces hommes qui méprisent ainsi leur pays ne doivent point s'attendre à mériter la confiance du peuple canadien. Les électeurs de Bagot, sans aucun doute, repousseront le candidat des rouges de Montréal et spécialement de M. Laflamme, l'avocat de Guibord. De fait ils comprendront que cette candidature leur a été imposée et que M. Fontaine, par ses antécédents, ses écrits et ses opinions ne saurait capter leurs bonnes grâces.

Oui, repoussez M. Fontaine, l'insulteur de nos colléges ; l'insulteur de notre Reine ; l'insulteur du prêtre, et, par un vote intelligent et libre, chassez-le du comté de Bagot comme indigne de briguer vos suffrages.